

INSTITUT POLYTECHNIQUE UNILASALLE

Siège social : 19 rue Pierre Waguet
BP 30313
60026 BEAUVAIS Cédex

SIRET : 780 507 190 00012
APE : 8542Z

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2020

AUX MEMBRES de l'ASSOCIATION INSTITUT POLYTECHNIQUE UNILASALLE,

I/ OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale du 25/01/2016, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'INSTITUT POLYTECHNIQUE UNILASALLE relatifs à l'exercice clos le 31 août 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 14/12/2020 sur la base des éléments disponibles à la date dudit arrêté dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de l'exercice.

II/ FONDEMENT DE L'OPINION

2.1 – REFERENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 - INDEPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} septembre 2019 à la date d'émission de notre rapport et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III/ JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes et n'appellent pas de commentaire particulier.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Votre Association constitue une provision pour gros entretien. Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir, par sondage, le calcul des dotations constatées sur l'exercice et examiner le montant des reprises de provisions comptabilisées au regard des dépenses engagées.

IV/ VÉRIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels, adressés aux Membres.

V/ RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

VI/ RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

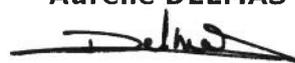
Fait à DURY, le 15 janvier 2021

VDB ET ASSOCIES
COMMISSAIRE AUX COMPTES
Représenté par :

François GARNIER

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'François Garnier', written over a horizontal line.

Aurélie DELMAS

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Aurélie Delmas', written over a horizontal line.

DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES RESPONSABILITÉS

DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

↓ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

↓ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

↓ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

↓ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

↓ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue s'ils reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

**ASSOCIATION
INSTITUT POLYTECHNIQUE
UniLaSalle**

COMPTES ANNUELS

Exercice 2019/2020

(1er septembre 2019 au 31 août 2020)

1. Comptes annuels

1.1. Résultat de l'exercice

Total du bilan :	57 283 543 €
Total des produits :	44 327 758 €
Total des charges :	44 012 566 €
Résultat de l'exercice :	315 192 €

1.2 Bilan de l'Association Institut Polytechnique UniLaSalle

BILAN

ACTIF	2019/2020		2018/2019	PASSIF	2019/2020	2018/2019
	BRUT	AMT/PROV.				
SA.S. VDS Immobilisations incorporelles - Frais d'établissement - Frais de recherche et développement - Concessions, brevets, licences, marques - Fonds commercial - Autres - Avances et acomptes	2 515 415	2 141 980	373 435	Fonds associatif	304 898 74 578 13 079 463 600 000 700 000	304 898 74 578 12 768 458 600 000 700 000
Immobilisations corporelles - Terrains - Constructions - Installations techniques, matériel et outillage ind. - Autres immobilisations corporelles - Immobilisations corporelles en cours	3 043 028 41 234 820 28 060 062 12 539 545 2 397 259	935 431 18 033 077 23 513 474 10 334 166	2 107 596 23 201 742 4 546 589 2 205 379 2 397 259	Réserves - Réserve légale - Réserves statutaires ou contractuelles - Avances aux cultures bilan 83/84 - Autres - Fonds d'amorçage à la création d'entreprise - Fonds de dotations bourses étudiants	78 818 982 314 (333 361)	78 818 982 314 (333 361)
Immobilisations financières - Titres de Participations - Autres titres immobilisés - Prêts - Autres immobilisations financières	539 814 720 180 26 900 49 600	243 194 2 300	296 620 720 180 24 600 49 600	Apport avec droit de reprise Ferme Maurepas Apport sans droit de reprise OEIR ESITPA Report à nouveau (corrections Apport OEIR ESITPA) Report à nouveau (EME) Résultat de l'exercice	315 192	311 005
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	91 126 623	55 203 624	35 922 999	SITUATION NETTE	15 801 903	15 486 710
Stocks	348 212		348 212	Subventions d'investissement	16 991 099	18 234 054
- Matières première, autres approvisionnements et animaux				Provisions réglementées		
- En cours de production de biens	35 889		35 889			
- Produits intermédiaires et finis	59 050		59 050			
- Marchandises						
Avances, acomptes versés sur commandes	85 484		85 484			
Créances	2 421 276	1 182 131	1 239 144	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (II) Dettes financières - Emprunts et dettes assimilées - Concours bancaires courants et découverts - Autres dettes financières Avances et acomptes reçus sur commandes Autres dettes - Fournisseurs et comptes rattachés - Dettes fiscales et sociales - Autres dettes	405 587 5 719 185 6 124 773	337 980 5 413 269 5 751 249
- Elèves et clients divers	1 158 863		1 158 863			
- Créances fiscales et sociales	7 025 567		7 025 567			
- Autres Créances	9 098 075		9 098 075			
Valeurs mobilières de placement	1 535 360		1 535 360			
Disponibilités	774 900		774 900	Produits constatés d'avance	3 258 612	2 751 892
Charges constatées d'avance						
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT (II)	22 542 675	1 182 131	21 360 543	TOTAL DES FONDS PROPRES (I)	32 793 002	33 720 765
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT (II)	22 542 675	1 182 131	21 360 543	TOTAL DES DETTES (III)	18 365 769	16 271 850
CHARGES A REPARTIR (III)				ECARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)		
ECART DE CONVERSION ACTIF (IV)				TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	57 283 543	55 743 864
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	113 669 298	56 385 755	57 283 543			

1.3 Compte de Résultat de l'Association Institut Polytechnique UniLaSalle

COMPTE DE RESULTAT		2019/2020	2018/2019
P R O D U I T S D' E X P L O I T A T I O N	Produits d'exploitation		
	- Ventes de marchandises		
	- Production vendue (biens et services)	29 026 864	28 010 407
	SOUS TOTAL A MONTANT DU CHIFFRE D'AFFAIRES	29 026 864	28 010 407
	- Production stockée	15 655	(9 615)
	- Production immobilisée		
	- Subvention d'exploitation	11 554 871	11 224 591
	- Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	1 928 220	2 207 662
	- Autres produits	11 695	23 438
	SOUS TOTAL B	13 510 441	13 446 075
Total des produits d'exploitation (I)		42 537 305	41 456 483
C H A R G E S D' E X P L O I T A T I O N	Charges d'exploitation		
	- Achats de marchandises et animaux	360 796	310 252
	- Achats de matières premières et autres approvisionnements	256 973	350 516
	- Variation de stocks	(51 566)	19 203
	- Autres Achats et charges externes	12 419 263	13 604 629
	- Impôts, taxes et versements assimilés	1 070 808	696 541
	- Salaires et charges sociales	23 874 750	22 837 506
	- Dotations aux amortissements et aux provisions		
	. Sur immobilisations : dotations aux amortissements	3 911 797	3 902 301
	. Sur immobilisations : dotations aux provisions		
. Sur actif circulant : dotations aux provisions	236 907	142 593	
. Pour risques et charges : dotations aux provisions	1 966 656	1 566 111	
- Autres charges	768 734	384 916	
Total des charges d'exploitation (II)		44 815 119	43 814 567
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		(2 277 814)	(2 358 085)
P R O D U I T S F I N A N C I E R S	Produits financiers		
	- De participation		
	- D'autres valeurs mobilières et créances sur l'actif immobilisé	157	158
	- Autres intérêts et produits assimilés	86 012	105 462
	- Reprise sur provisions et transfert de charges		203
- Différences positives de change			
- Produits nets sur cession de valeurs mobilières			
Total des produits financiers (III)		86 169	105 823
C H A R G E S F I N A N C I E R S	Charges financières		
	- Dotations aux amortissements et aux provisions		
	- Intérêts et charges assimilées	72 267	94 786
	- Différences négatives de change		52
- Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total des charges financières (IV)		72 267	94 838
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)		13 902	10 985
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)		(2 263 912)	(2 347 100)
P R O D U I T S E X C E P T I O N N E L S	Produits exceptionnels		
	- Sur opérations de gestion	20 581	23 694
	- Sur opérations en capital	1 683 703	2 081 474
	- Reprises sur provisions et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels (V)		1 704 284	2 105 167
C H A R G E S E X C E P T I O N N E L L E S	Charges exceptionnelles		
	- Sur opérations de gestion	34 900	78 365
	- Sur opérations en capital	32 343	3 679
- Dotations aux amortissements et aux provisions			
Total des charges exceptionnelles (VI)		67 243	82 044
3 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		1 637 041	2 023 123
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)		(942 063)	(634 982)
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)		44 327 758	43 667 473
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)		44 012 566	43 356 468
4 - EXCÉDENT OU INSUFFIS. (Total des produits - Total des charges)		315 192	311 005

2. Annexes aux Comptes

ANNEXES

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 août 2020 dont le total est de 57 283 543 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme des comptes et dégageant un résultat de 315 192 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} septembre 2019 au 31 août 2020.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 1^{er} septembre 2018 au 31 août 2019.

2.1. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés conformément aux dispositions et dérogations précisées par les textes applicables à savoir le Règlement CRC 99-01 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations et le Règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : une durée d'utilisation différente a été affectée aux divers éléments constitutifs des constructions non encore totalement amorties. Les décompositions et les nouvelles durées utilisées sont les suivantes :

- Maison d'habitation 50 ans
- Gros œuvre, étanchéité, menuiseries extérieures, métallerie 40 ans
- Cloisons doublages, menuiseries intérieures, électricité, plomberie, chauffage 20 ans
- Revêtements sols, plafonds suspendus 15 ans
- Peinture 10 ans

- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Logiciels informatiques	03 ans L
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 10 ans L
Constructions	de 10 à 50 ans L
Inst techniques Matériel et Outillage	05 ans à 07 ansL
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans L
Matériel de transport	05 ans L
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 05 ans L
Mobilier	de 05 à10 ans L

- Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision est constatée pour le montant de la différence.

- Etat des stocks

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks. Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêt des comptes.

- Approvisionnements et marchandises

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Les stocks sont évalués selon la méthode du premier entré, premier sorti.

- Animaux

Le stock d'animaux est valorisé selon le cours du jour.

- Avances en terre

Les avances aux cultures sont valorisées selon la Méthode M (ou méthode d'évaluation Mixte) :

Les achats de matières premières, de matières et fournitures consommables (engrais, semences, plants et produits phytosanitaires) et les façons culturales réalisées par les tiers sont retenues pour leur montant réel. Variante M1 : les frais de main d'œuvre sont évalués forfaitairement à l'hectare ; les frais de mécanisation sont évalués forfaitairement à l'hectare par nature de culture en fonction de la date de clôture. Cette méthode est calculée avec main d'œuvre.

- Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Le poste « Autres créances » regroupe notamment les subventions notifiées et/ou ayant fait l'objet d'une convention signée restant à recevoir à la fin de l'exercice.

- Subventions

- Subventions de fonctionnement

Les subventions d'exploitation sont comprises dans les produits d'exploitation de l'exercice au cours duquel la décision d'octroi de la subvention a été notifiée.

Les subventions de fonctionnement accordées pour plusieurs exercices à l'association sont comprises dans les comptes de l'exercice au prorata temporis, les subventions reçues au titre d'exercices ultérieurs sont enregistrées en produits constatés d'avance.

- Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement affectées à un bien renouvelable par l'association sont maintenues au passif dans les fonds associatifs avec ou sans droit de reprise.

Les subventions d'investissement affectées à un bien non renouvelable par l'association sont reprises au compte de résultat de chaque exercice au rythme de l'amortissement des biens financés.

Crédit Impôt Recherche :

Au regard de l'incertitude sur le montant des dépenses acceptées par l'administration au titre des premières demandes CIR (2016-2017), celles-ci ne seront comptabilisées qu'au moment de leur perception.

Au cours de cet exercice, nous avons opéré à un changement de méthode comptable.

En effet à compter de cet exercice, nous comptabilisons dans l'exercice le Crédit Impôt Recherche déposé au cours de l'exercice, soit pour cette clôture le CIR 2018 déposé en décembre 2019 pour un montant de 942 063€.

Tableau de suivi des CIR :

Années	Déposé	Accepté	% acceptation	Echéance
2013	450 322	420 963	93%	
2014	612 813	563 280	92%	
2015	751 176	634 982	85%	
2016	1 465 451			déc-20
2017	1 092 179			déc-21
2018	942 063			déc-22
2019	454 538			déc-23
Total	5 768 542	1 619 225		

A recevoir	base 100 %	3 954 231
------------	------------	-----------

Faits significatifs de l'exercice :

Suite à la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n°2020-290 du 23 mars 2020, l'année a été marquée par la crise sanitaire et a engendré de nombreux impacts.

Pour accompagner les familles en difficultés économiques dues au 1^{er} confinement, une enveloppe de 300 K€ de bourses a été votée en Conseil d'Administration, portant ce poste de dépense à 609 k€ pour l'exercice 2019-2020.

De même des remises sur les facturations aux familles à hauteur de 405k€ ont été consenties (remises sur les charges locatives, Forfait campus et loyer pour les étudiants boursiers).

Le chiffre d'affaires Activité de Recherche Etudes Conseils (AREC) baisse de 8% par rapport à l'an dernier. L'épidémie de la covid-19 ayant eu un impact direct sur cette activité avec des prestations de recherche annulées voire reportées sur l'exercice 2020/2021, tout comme la facturation des camps de terrain pour 200k€ qui sera différée sur l'exercice suivant. Côté charges d'exploitations les principales baisses concernent les frais de missions pour 672 k€ et le coût des énergies, les réductions de charges suite aux indemnités de chômage partiel, ces indemnités s'élevant à 82k€.

Le nombre d'étudiants s'élève à 2 809 soit une augmentation de près de 4% (105 nouveaux étudiants comparés à l'année précédente) et de 14 % pour les formations par apprentissage.

L'augmentation du nombre d'apprentis et la réforme du financement de l'apprentissage depuis janvier 2020 améliorent les recettes à la hauteur de 417 k€.

L'activité hébergement a généré 560 K€ de chiffre d'affaires supplémentaires en raison d'un taux de remplissage proche des 100% pour l'ensemble des résidences.

Une nouvelle fois, le contexte économique impacte lourdement le résultat des exploitations agricoles avec une perte de 221 k€.

Au cours de cet exercice, deux grands chantiers ont été lancés, la rénovation thermique des ailes sud et ouest et la rénovation Phase 2 de la ferme, les dépenses correspondantes constituent l'essentiel du poste « Immobilisations en cours », soit 1 677k€, ces travaux seront terminés au cours de l'année 2021.

Événements postérieurs à la clôture :

Fusion UniLaSalle/ESIEE :

Au terme du projet de rapprochement entre UniLaSalle et l'Ecole Supérieure d'Ingénieurs en Electronique d'Amiens, les assemblées générales respectives ont approuvé dans toutes ses dispositions le projet de traité de fusion le 1^{er} octobre 2020.

Les AGE ont également approuvé la fusion de leur patrimoine corporel et incorporel, par dévolution de l'ESIEE dans celui de l'Association Institut Polytechnique UniLaSalle à compter du 1^{er} janvier 2021 et ont constaté la réalisation définitive du rapprochement avec effet au 1^{er} janvier 2021.

Ouverture du CFA UniLaSalle :

Suite à une modification des statuts en Assemblée Générale le 27 janvier 2020, le conseil d'administration du 27 mars 2020 a approuvé la création d'un CFA UniLaSalle, celui-ci a été créé le 7 juillet 2020 (date notification autorisation Direccte).

Crise Sanitaire liée à la covid-19 :

Un nouvel état d'urgence a été déclaré le 17/10/2020, la loi n°2020-1379 du 14/11/2020 a autorisé la prorogation de cet état jusqu'au 16/02/2021, les enseignements ont basculé massivement en distanciel, et le télétravail devient la norme pour les salariés qui peuvent effectuer l'ensemble de leurs tâches à distance.

Ce deuxième confinement est postérieur à la clôture, sans lien avec la situation établie au 31/08/2020. Consécutivement, aucun ajustement n'a été effectué sur les comptes clos au 31/08/2020 au titre cet événement.

A cette date, l'institut Polytechnique UniLaSalle n'est pas en mesure de chiffrer l'impact de ces mesures sur son patrimoine, sa situation financière et son résultat.

2.2. compléments d'informations relatifs au bilan et au compte de résultat

Tableau de variation des fonds associatifs et autres fonds

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
	A	B	C	D = A + B - C
Fonds Associatifs sans droit de reprise				
Apport sans droit de reprise (OEIR Esitpa)	982 314			982 314
Report à nouveau (Corrections apport Esitpa)	(333 361)			(333 361)
Réserves				
Réserves contractuelles	304 898			304 898
Réserves règlementées				
. Plus values à long terme (réserve spéciale)				
. Autres réserves règlementées				
Avances aux cultures bilan 83/84	74 578			74 578
Autres réserves	12 768 458	311 005		13 079 463
Autres réserves - Fonds d'amorçage à la création d'entreprises	600 000			600 000
Autres réserves - Fonds de dotations bourses étudiants	700 000			700 000
Réserves extraordinaires				
Fonds Associatifs avec droit de reprise				
Apport avec droit de reprise (Ferme de Maurepas)	78 818			78 818
Resultat comptable de l'exercice	311 005	315 192	311 005	315 192
Subventions d'investissements				
sur bien non renouvelables par l'organisme	43 715 626	427 560,71		44 143 186
Subventions d'investissements sur biens non renouvelables virée au compte de résultat	-25 481 571	-1 670 516		-27 152 088
Total Fonds Associatifs	33 720 764	-616 758	311 005	32 793 001

TABLEAU DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS

	Capital (6)	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats (6) (10)	Quote-part du capital détenue (en pourcentage)	Valeurs comptables des titres détenus (7) (8)		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés (7) (9)	Montant des cautions et avais donnés par la société (7)	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé (7) (10)	Résultat (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) (7) (10)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice (7)	Observations
				Brute	Nette						
A. Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations ci-dessus (2) (3).											
1. Filiales											
SA Centre Technique du Porc (SIREN 35285399)	343 407	-627 144	95,26	207 256	0	34 778	0	0	0	0	en cours de liquidation
SAS BEAUVAIS TECHNOVA (SIREN 797787256)	600 000	-31 740	50,02	300 100	279 658	41	0	-9 129	0	0	
2. Participations											
SAS CODEM (SIREN 835250184)	250 000	-55 162	12,40	31 000	15 503	29 000	0	133 768	-69 812	0	
SARL NOSSEUM FACTORY (SIREN 80146848)	6 666	-2 239	5,00	24 985			64 911	-4 152	0	0	Souscription Fin mars 2020
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations.											
1. Filiales non reprises au § A.											
a. Filiales françaises (ensemble)				0	0	0	0	0	0	0	
b. Filiales étrangères (ensemble) (4)				0	0	0	0	0	0	0	
2. Participations non reprises au § A.											
a. Dans des sociétés françaises (ensemble)				0	0	0	0	0	0	0	
b. Dans des sociétés étrangères (ensemble)				0	0	0	0	0	0	0	

(1) Pour chacune des filiales et des entités, avec lesquelles la société a un lien de participation, indiquer s'il y a lieu le numéro d'identification national (numéro SIREN).

(2) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).

(3) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation indiquer la dénomination et le siège social.

(4) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.

(5) Mentionner au pied du tableau la parité entre le franc métropolitain et les autres devises.

(6) Dans la monnaie locale d'opération.

(7) En francs français, puis en euros lorsque l'entité utilisera pour présenter ses comptes.

(8) Si le montant inscrit a été réévalué, indiquer le montant de l'écart de réévaluation dans la colonne Observations.

(9) Mentionner dans cette colonne le total des prêts et avances (sous déduction des remboursements) à la clôture de l'exercice et, dans la colonne Observations, les provisions constituées le cas échéant.

(10) S'il s'agit d'un exercice dont la clôture ne coïncide pas avec celle de l'exercice de la société, le préciser dans la colonne Observations.

ETAT des IMMOBILISATIONS

CADRE A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute des immobilisations début de l'exercice	Augmentation	
			Consécutive à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice	Acquisition, création, apports et virement de poste à poste
	Frais d'établissement, de recherche et de développement TOTAL I			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL II	2 386 656		219 565
	Terrains	2 921 205		121 822
	Amélioration du fonds			
	Constructions			
	Sur sol propre			
	Sur sol d'autrui	41 138 376		21 272
	Inst. gén., agencements et aménagements des constructions	161 122		
	Installations techniques, Matériel et outillage industriels	26 792 622		1 495 006
	Autres immobilisations corporelles			
	Matériel de transport	309 667		54 152
	Matériel de bureau et informatique mobilier	10 651 841		599 909
	Emballages récupérables et divers	262 379		
	Installations générales agencements, aménagements divers	678 180		
	Plantations pérennes et autres végétaux immobilisés			
	Immobilisations corporelles et incorporelles en cours	274 838		2 325 939
	Avances et acomptes			
	TOTAL III	83 190 231		4 618 101
	Participations et créances rattachées à des participations			
	Autres participations	539 085		729
	Autres titres immobilisés	492 708		228 201
	Prêts et autres immobilisations financières	84 310		590
	TOTAL IV	1 116 102		229 521
	TOTAL GENERAL (I + II + III + VI)	86 692 989		5 067 187

CADRE B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice	Réévaluation légale
		par virement de poste à poste	par cession à des tiers ou mise hs		Valeur d'origine des immo fin ex.
	Frais d'établissement, de recherche et de développement TOTAL I				
	Autres postes d'immobilisations incorpor. TOTAL II		90 806	2 515 415	
	Terrains			3 043 028	
	Amélioration du fonds				
	Constructions				
	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui	64 678		41 094 970	
	Inst. gén. agencet et aménagement des constructions	21 272		139 850	
	Installations techniques, Matériel et outillage industriels		227 567	28 060 062	
	Autres immobilisations corporelles				
	Matériel de transport		11 185	352 635	
	Matériel de bureau et informatique, mobilier			11 251 749	
	Emballages récupérables et divers			262 379	
	Instal gales agcts amenagts divers	5 398		672 782	
	Plantations pérennes et autres végétaux immobilisés				
	Immobilisations corporelles et incorporelles en cours		203 518	2 397 259	
	Avances et acomptes				
	TOTAL III	91 348	442 270	87 274 714	
	Participations et créances rattachées à des participations				
	Autres participations			539 814	
	Autres titres immobilisés	729		720 180	
	Prêts et autres immobilisations financières		8 400	76 500	
	TOTAL IV	729	8 400	1 336 494	
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	92 077	541 476	91 126 623	

ETAT DES AMORTISSEMENTS

CADRE A	IMMOBILISATIONS	Montant des amortissements au début de l'exercice*	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminut* : amortis. afférents aux éléments sortis de l'actif et repris	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement, de recherche et de développement					
TOTAL I					
Autres immobilisations incorporelles					
TOTAL II		2 069 701	163 085	90 806	2 141 980
Terrains		731 393	204 038		935 431
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui	16 591 359	1 381 956		17 973 315
	Inst. générale, agencmts et aménagements des construct°	56 568	3 194		59 762
Installations Techniques Matériel et outillage industriels		22 451 561	1 251 863	189 950	23 513 474
Autres immobilisations corporelles	Instal gales agcts amenagts divers	151 145	67 345		218 490
	Matériel de transport	258 910	21 576	3 351	277 135
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	8 807 141	818 736		9 625 877
	Emballages récupérables et divers	212 664			212 664
TOTAL III		49 260 741	3 748 708	193 301	52 816 149
TOTAL GENERAL (I + II + III)		51 330 442	3 911 793	284 106	54 958 129

CADRE B	VENTILATION DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			CADRE C	Mvt affectant la provision pour amort. dérogat.
Immobilisations amortissables	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, de recherche					
TOTAL I					
Immo. incorporelles		163 085			
Terrains		204 038			
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui	1 381 956			
	Inst. généré. agenc. et amé. des const.	3 194			
Install techniques Matériel et outillage industriels		1 251 863			
Autres immobilisations corporelles	Instal gales agcts amenagts divers	67 345			
	Matériel de transport	21 576			
	Mat. bureau et info. mobilier	818 736			
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL III		3 748 708			
TOTAL GENERAL (I + II + III)		3 911 793			

CADRE D				
MOUVEMENT DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES REPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net de l'exercice
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursements des obligations	NEANT			

ETAT DES PROVISIONS

PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant à la fin de l'exercice
<u>Provisions pour risques</u>				
<u>Provisions pour charges</u>				
- Grosses réparations et travaux*	4 123 338,28	236 187,02		4 359 525,30
- Provisions à caractère social (Pensions et litiges)	1 481 931,00	1 359 660,00	1 481 931,00	1 359 660,00
- Provision risque et charges diverses	145 979,91	370 809,45	111 202,02	405 587,34
	5 751 249,19	1 966 656,47	1 593 133,02	6 124 772,64
<u>Provisions pour dépréciation immo. financières</u>				
- Titres	229 971,81	13 222,59		243 194,40
- Prêts	2 300,00			2 300,00
	232 271,81	13 222,59		245 494,40
<u>Provisions pour dépréciation des Valeurs mobilières de placement</u>				
- Valeurs mobilières de placements				
<u>Provisions pour dépréciation des comptes clients</u>				
- Créances clients	1 095 372,75	236 907,35	150 148,67	1 182 131,43
	1 095 372,75	236 907,35	150 148,67	1 182 131,43
TOTAL GENERAL	7 078 893,75	2 216 786,41	1 743 281,69	7 552 398,47
Dont dotations et reprises :				
- d'exploitation		2 203 563,82	1 743 281,69	
- financières		13 223		
- exceptionnelles				

* La provision pour gros entretien est basée sur un plan pluriannuel 2008-2025 de travaux d'entretien estimés par le bureau d'études BATINGENIERIE, elle concerne les bâtiments réhabilités entre 2003 et 2006 (Salle de sports, salle fitness, plateforme Chimie Analytique et Amphis 3 et 4) , et les bâtiments livrés en 2008 (l'aile Géologie, la Plateforme Géosciences, l'Agora, la Rotonde CDI + Administration, les Amphis 6 et 7 et l'agrandissement de la restauration).

**ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET
DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE**

CADRE A		ETAT DES CREANCES		MONTANT BRUT	1 AN AU +	A + 1 AN
DE L'A.	Créances rattachées à des participations					
		Prêts (1) (2)		26 900	26 900	
IMMOB.	Autres immobilisations financières			49 600		49 600
DE	Clients douteux ou litigieux			1 182 131		1 182 131
	Autres créances clients			1 239 144	1 239 144	
L'ACTIF	Personnel et comptes rattachés			929	929	
	Mutualité Sociale Agricole et autres organismes sociaux			59 569	59 569	
CIR- CULANT	Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfiques		942 063	942 063	
		Taxe sur la valeur ajoutée		155 737	155 737	
		Autres impôts, taxes et versements assimilés				
		Divers		564	564	
	Groupe et associés (2)					
	Débiteurs divers			7 025 568	7 025 568	
Charges constatées d'avance				774 900	774 900	
TOTAUX				11 457 106	10 225 375	1 231 731
R	(1)	Montant des	Prêts accordés en cours d'exercice			
			Remboursements obtenus en cours d'exercice	4 100		
	(2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

CADRE B		ETAT DES DETTES		MONTANT BRUT	A 1 AN AU +	A + 1 AN ET 5 ANS AU +	A + 5 ANS
		Emprunts obligataires convertibles (1)					
		Autres emprunts obligataires (1)					
		Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	à 1 an maximum à l'origine				
			à plus 1 ans à l'origine	3 175 236	826 914	2 201 468	146 853
		Emprunts et dettes financières divers (1) (2)					
		Fournisseurs et comptes rattachés		2 412 860	2 412 860		
		Personnel et comptes rattachés		2 005 328	2 005 328		
		Sécurité sociale et autres organismes sociaux		1 386 346	1 386 346		
		Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfiques				
			Taxe sur la valeur ajoutée	107 017	107 017		
			Obligations cautionnées				
			Autres impôts, taxes et assimilés	579 693	579 693		
		Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
		Groupe et associés (2)					
		Autres dettes		3 949 354	3 949 354		
		Produits constatés d'avance		3 258 611	3 258 611		
TOTAUX				16 874 445	14 526 123	2 201 468	146 853
	(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice					
		Emprunts remboursés en cours d'exercice		811 238			
	(2)	Montant des divers emprunts et dettes contractés					

2.3. Information et commentaires

Éléments relevant de plusieurs postes du bilan (entreprises liées ou avec lesquelles l'association a un lien de participation)

	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes et créances représentées par des effets de commerce
	Liées	avec lesquelles la société a un lien de participation	
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations		538 356	
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés		253 578	
Autres créances		63 819	
Capital souscrit et appelé non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Produits de participation			
Autres produits financiers			
Charges financières			

Commentaires : Ces trois montants concernent le Centre Technique du Porc S.A, la SAS Beauvais Technova et la SAS CODEM.

Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
CREANCES	3 589 739
Créances clients et comptes rattachés	463 708
Autres créances	3 126 031
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	24 634
DISPONIBILITES	
TOTAL	3 614 373

Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 831
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	396 429
Dettes fiscales et sociales	3 517 408
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir : 12 198,92)	194 628
TOTAL	4 111 296

Charges et produits d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	774 900	3 258 612
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	774 900	3 258 612

Ventilation des produits :

Chiffres d'affaires :

Répartition par secteur d'activité	Montant
Scolarités	17 761 882
Facturation aux familles (hébergement, restauration, forfait, divers)	8 875 994
Etudes, recherches, prestations (hors subventions)	876 481
Ventes exploitations agricoles	722 674
Prestations et ventes diverses	789 833
Total	29 026 864

(soit Secteur lucratif : 2 833 955€ /Secteur non lucratif : 26 192 909€)

Autres produits d'exploitations

Désignation	Montant
Production stockée (fermes)	15 655
Subvention d'exploitation	11 554 871
<i>Etat, Ministères, Agences (ANR, Ademe....)</i>	<i>8 279 720</i>
<i>Europe, Feder, Interreg</i>	<i>1 116 700</i>
<i>Collectivités Territoriales</i>	<i>861 484</i>
<i>Autres</i>	<i>1 296 967</i>
Reprise sur provisions (et amortissements)	1 743 282
Transferts de charges (ventilation voir ci-dessous)	184 938
Autres	11 695
Total	13 510 441

Ventilation des Transfert de charges :

Désignation	Montant
Indemnités Assurances (Remboursements sinistres)	30 984
Formation du personnel et aides à l'embauche	58 144
Refacturation (charges et mise a disposition personnel)	95 810
Total	184 938

Produits exceptionnels

Désignation	Montant
Quote part des subventions d'investissements virée au résultat de l'exercice	1 670 516
Produits des cessions d'éléments d'actif	13 187
Autres	20 581
Total	1 704 284

Autres :

Charges exceptionnelles

Désignation	Montant
Valeur comptables des éléments d'actif cédés	39 327
Pénalités, dommages-intérêts (litige social)	9 853
Charges sur exercices antérieures, créances irrécouvrables	16 000
Indemnité pour litige (assurances)	1 500
Autres	564
Total	67 243

Ventilation des Subventions d'investissements reçues dans l'exercice :

Désignation	Montant
Etat, Ministères, Agences (ANR, Ademe....)	27 752
Europe, Feder, Interreg	54 514
Collectivités Territoriales	319 201
Autres	26 093
Total	427 561

Autres informations sur les contributions en nature :

Le bâtiment occupé par UniLaSalle à Bruz est la propriété du Département d'Ille et Vilaine, il a fait l'objet d'un bail à loyer signé entre le Département et l'Association EME à compter du 16 janvier 1999 qui a été résilié et remplacé par un bail emphytéotique administratif d'une durée de 30 ans à compter du 1er septembre 2010, le loyer est de un euro, en contrepartie UniLaSalle doit assumer tous les travaux d'entretien et de réparations de toute nature, y compris les grosses réparations définies par l'article 606 du code civil.

2.4. Engagements financiers et autres informations

Crédit-bail mobilier : Matériel/Outillage

	Pulvérisateur Générique ALPHA ALPHA ECO FR4100*	Robot racleur
Valeur d'origine	302 161	20 000
Amortissements :		
- Cumuls exercices antérieurs	0	15 666
- Dotations de l'exercice	44 065	334
TOTAL	258 096	0
Redevances payées :		
- Cumuls exercices antérieurs	0	18 416
- Exercice	63 964	4 702
TOTAL	63 964	23 118
Redevances restant à payer :		
- à un an au plus	63 964	
- à plus d'un an et cinq au plus	127 928	
- à plus de cinq ans		
TOTAL	191 892	
Valeur résiduelle :		
- à un an au plus		
- à plus d'un an et cinq au plus	51 367	
- à plus de cinq ans		
TOTAL	51 367	
Montant pris en charge dans l'exercice	37 312	4 702

* Option de rachat pour 51 367€ ht

Engagements financiers

Engagements donnés	Montant
Intérêts restant à courir sur emprunts figurant au passif	
Emprunt Crédit Agricole 2 000 000€ Programme Immob. Phase1 (2007)	1 545
Emprunt Crédit Agricole 2 000 000€ Programme Immob. Phase2 (2012)	23 565
Emprunt Crédit Agricole 1 800 000€ Réhabilitation Bat. Ferme (2012)	22 101
Emprunt Crédit Agricole 1 000 000€ Réhabilitation Résidence P5 (2012)	8 377
Emprunt Crédit Agricole 800 000€ Campus Piétons (2014)	21 856
Emprunt Crédit Agricole 1 400 000€ Bâtiment Ozone (2016)	38 816
Nantissement d'une partie des valeurs mobilières pour 1 229 508€ en garantie des emprunts (Crédit Agricole)	
TOTAL	116 260
Dont concernant : - les dirigeants - les filiales - les participations - les autres entreprises liées Dont engagements assortis de sûretés réelles	
Engagements reçus	Montant
Autorisation de découvert à la hauteur de 500 000€ au taux euribor 3 mois moyenné +0.90% de marge accordée par le Crédit Agricole Brie Picardie de Beauvais.	
TOTAL	
Dont concernant : - les dirigeants - les filiales - les participations - les autres entreprises liées Dont engagements assortis de sûretés réelles	

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	281	
Techniciens et agents de maîtrise	81	
Employés et ouvriers	39	
TOTAL	401	

Rémunération des dirigeants

	Montant
REMUNERATIONS ALLOUEES AUX MEMBRES	
- des organes d'administration	0
- des organes de direction	-
- des organes de surveillance	0

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Engagements pris en matière de pension, retraites et engagements assimilés

Engagements	Dirigeants	Autres	Provisions
Pensions et indemnités assimilées			
Compléments de retraite pour personnel en activité			
Compléments de retraite et indemnités assimilées pour personnel à la retraite			
Indemnités de départ à la retraite et autres indemnités pour personnel en activité			1 359 660
TOTAL			1 359 660

Commentaires :

Les hypothèses actuarielles sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 2%
- Age conventionnel de départ : 62 ans en application de la Loi Fillon
- Conditions de départ : Départ à la retraite à l'âge conventionnel
- Droits acquis : Convention collective de l'entreprise qui s'applique
- Changement convention collective (FESIC à Enseignement Privé Indépendant) en 19/20 entraînant une modification du tableau des droits.

Ce montant est provisionné dans les comptes sociaux.

Le montant est calculé en application de la méthode rétrospective.